



La direction de France Inter révèle ses vraies Valeurs

Deux jours après la rentrée radiophonique officielle, la direction de France Inter vient d'annoncer à sa rédaction, ce 26 août, une nouvelle addition à la grille : Charles Sapin, nouveau directeur adjoint de la rédaction de *Valeurs actuelles*, pour un édito politique le dimanche matin.

Valeurs actuelles, c'est notamment :

- **une condamnation en appel, en 2022, pour injure publique à caractère raciste** envers la députée Danièle Obono, représentée sous les traits d'une esclave ;
- **une condamnation en appel, en 2015, pour provocation à la haine** après son dossier intitulé « Roms, l'overdose », une semaine après celle pour une autre « une », avec une photo de Marianne voilée ;
- **des dossiers à charge contre l'audiovisuel public** pendant la commission Alloncle, accusant notamment Radio France et France Télévisions de « graves magouilles » ; des « une » pro-trumpistes, anti-immigration ou sur « l'entrisme islamiste » (sic) dans le foot français ; les portraits et les idées de Jordan Bardella, Philippe de Villiers, Mathieu Bock-Côté, Michel Onfray, Eric Zemmour ou Hanouna régulièrement en exergue.

Valeurs actuelles, organe de l'extrême droite multi-condamné, est donc invité à envoyer l'un de ses « journalistes » sur l'antenne de la première radio de France, sur le service public. Dans le même temps, **la chaîne confirme sa fin de collaboration avec Thomas Legrand**, mis à l'index depuis septembre 2025 après une cabbale menée par l'extrême droite.

France Inter n'est pas une radio de gauche. Elle accueille des économistes libéraux, des voix conservatrices, et respecte la pluralité des opinions dans le cadre imposé par l'Arcom. C'est aussi une radio qui respecte les principes fondateurs de l'État de droit, héritage issu du Conseil National de la Résistance, inscrits dans le cahier des charges de Radio France, comme le principe de non discrimination. Les injures racistes de *Valeurs actuelles* sont un délit, la nostalgie de Vichy du révisionisme, la préférence nationale une entorse à la Constitution. **Charles Sapin n'a donc rien à faire sur France Inter.**

Cet été, le SNJ-CGT Radio France a déjà alerté la direction de France Inter sur l'invitation de Gabrielle Cluzel, directrice de *Boulevard Voltaire*, dans « Le débat de midi », présentée pendant l'émission comme « mère de sept enfants » (ainsi que dans l'article en ligne). *Boulevard Voltaire*, que nous n'osons qualifier de « média » avait participé quelques semaines plus tôt à une

campagne de dénigrement d'une journaliste précaire de Radio France, suite à un reportage sur le Canon français. La direction n'a pas répondu, ni à notre interpellation, ni à la remise en cause du travail de notre collègue.

La direction de France Inter nous fait honte. Elle fait honte à ses salarié·es, à l'audiovisuel public et aux auditeur·ices.

Il faut une réaction forte de l'ensemble des salarié·es de la station et des organisations syndicales. Le SNJ-CGT Radio France appelle à organiser au plus vite **une AG pour décider de la conduite à tenir face à cette ligne rouge inacceptable franchie par la direction.**

Paris, le 26 août 2026

Le SNJ-CGT Radio France

Maison de la Radio, pièce 9D57

116 Av. du Président Kennedy, 75016 Paris

snj-cgt@radiofrance.com

Retrouvez-nous sur :

